



APPEL DE LA CE DE L'UCR-CGT

L'heure est à la mobilisation !

Depuis plusieurs mois, à grand renfort de communiqués, conférences de presse, le gouvernement et le patronat accusent les retraité·es d'être les principaux responsables de la situation financière de la France.

Elles et ils auraient asséché les comptes de la Sécurité sociale et creusé le déficit public en « abusant » des conquits sociaux issus du Conseil National de la Résistance.

Elles et ils seraient détentrices et détenteurs d'un patrimoine immobilier, d'une épargne « indécente » qu'il faudrait mettre à contribution pour renflouer les caisses de l'État.

Les retraité·es n'ont rien volé !

55 % des 17 millions de retraité·es ont une pension inférieure au SMIC, 60 % des retraité·es ne partent jamais en vacances, beaucoup sont contraint·es de faire des arbitrages dans les dépenses de logement, santé, énergie, nourriture...

Le 15 juillet dernier, le Premier ministre a annoncé qu'il souhaitait faire porter sur les retraité·es une grande partie des 43,8 milliards d'euros d'économies. 90 % des 17 millions de retraité·es vont connaître une baisse de leurs revenus par le gel et la désindexation de l'ensemble des pensions de base et complémentaires jusqu'en 2030, la suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour les retraité·es, le doublement des franchises et forfaits médicaux, la remise en cause des ALD, l'augmentation de la CSG...

Notre système de protection sociale, dont la Sécurité sociale est un pilier important, n'est pas en déficit, mais est confronté à un manque de recettes dû aux politiques d'exonérations et de cadeaux faits aux plus riches. Mais le gouvernement refuse de mettre à contribution les plus hauts revenus, de remettre en cause les aides publiques (211 milliards d'euros, selon un rapport sénatorial) et les exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises sans contreparties, ni contrôle.

Nous sommes face à un plan d'austérité et d'appauvrissement des retraité·es sur plusieurs années.

La commission exécutive de l'UCR-CGT, réunie le 04 septembre 2025, a apprécié positivement les initiatives mises en œuvre autour de notre campagne de reconquête de la Sécurité sociale, de la signature de notre carte pétition.

Elle appelle l'ensemble des USR et UFR à poursuivre, à amplifier le plan de travail et à tout mettre en œuvre pour réussir les échéances revendicatives à venir et gagner la mobilisation massive des retraité·es en territoire dans ces journées d'action :

- le 10 septembre en portant notre carte pétition,
- le 18 septembre dans le cadre de l'appel interprofessionnel unitaire,
- le 21 septembre, journée internationale pour la paix,
- le 25 septembre en réunissant 300 militantes et militants à Montreuil,
- le 09 octobre sur l'accès aux soins à l'appel des fédérations de la Santé et de l'Action sociale, des Services publics, des Organismes sociaux et la FNIC,
- le 14 octobre, le jour du conseil d'administration de l'AGIRC-ARRCO.

La commission exécutive propose de poursuivre notre processus de mobilisation par une action spécifique des retraité·es, début novembre 2025. Cette action sera proposée aux organisations syndicales et associatives du Groupe des neuf, le 09 octobre 2025.

Montreuil, le 4 septembre 2025